



Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations,
Chargé de la Lutte contre la Vie Chère.

Communiqué de presse

Programme additionnel de \$150 millions USD signé avec la Banque mondiale, portant ainsi l'engagement total de l'institution à \$600 millions USD au Gabon, et excellente coopération avec le Fonds Monétaire International.

Une importante délégation de la République gabonaise, conduite par le **Ministre de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la Lutte contre la Vie chère, Monsieur Thierry MINKO**, et le **Ministre de la Planification et de la Prospective, Madame Louise Pierrette MVONO**, et composée de la Direction Générale de la Dette, de la Direction Générale du Budget, de la Direction Générale du Trésor Public, de la Direction Nationale de la Banque Centrale, des conseillers techniques et des conseils financiers de la République Algèst et Rothschild & Co, s'est rendue à Washington D.C. pour participer aux Réunions de Printemps du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque Mondiale, tenues du **13 au 17 avril 2026**.

Cette participation aux assemblées fait suite à la « Staff Visit » très constructive effectuée à Libreville par les équipes du Fonds conduite par la Cheffe de mission, **Madame Aliona CEBOTARI**, du **25 février au 6 mars 2026**, avec pour objectif d'évaluer la situation macroéconomique ainsi que les réformes engagées. A l'issue de la visite, l'équipe du FMI dans son communiqué publié le 06 Mars a « **remercié les Autorités et les autres parties prenantes pour le dialogue franc.** » ainsi que pour la qualité des discussions sur les récents développements économiques en matière de politiques publiques.

Lors de ces rencontres, la délégation gabonaise a participé à plusieurs échanges de haut niveau avec le FMI et la Banque Mondiale, notamment avec le **Directeur Général adjoint du FMI, Monsieur Nigel CLARKE**, le **Vice-Président du Groupe de la Banque Mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Monsieur Ousmane DIAGANA**, ainsi que d'autres responsables de ces institutions. La délégation a, par ailleurs, participé aux réunions du G24, du Groupe Afrique III du FMI, du Groupe consultatif africain et du Groupe Afrique II de la Banque Mondiale. Des échanges bilatéraux ont également eu lieu avec plusieurs partenaires stratégiques, dont le **Directeur Général du Trésor français, Monsieur Bertrand DUMONT**, et le **Sous-Secrétaire adjoint chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient au Département du Trésor des États-Unis, Monsieur Eric MEYER**.

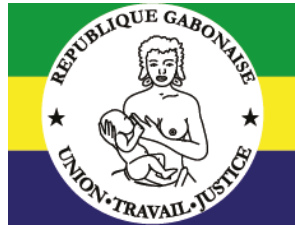
Communication Gouvernementale

f : @CommunicationGOUVGA

🐦 : Comgouv_GA

●● : Comgouv_GA

✉ : communication.gouvernementale@gouv.ga



Au cours des échanges avec le FMI, une convergence de vues a été constatée : les parties se sont déclarées pleinement alignées sur les priorités économiques et financières, et **les Autorités gabonaises ont exprimé leur grande satisfaction quant à la qualité de leur collaboration avec le FMI**, fondée sur un dialogue constructif et orienté vers les résultats. Les discussions ont porté principalement sur le **cadre macroéconomique 2026**, l'exécution du budget et des audits la dette publique. **Les parties ont également salué les opérations récentes de mobilisation de financements**, qui ont permis d'assurer une gestion active de la trésorerie, de soutenir le programme d'investissements publics et de répondre aux urgences sociales.

S'agissant de la dette, la mission du FMI à Libreville dans une parfaite & transparente collaboration avec les autorités, a permis aux parties de procéder à un état exhaustif et approfondi de tous les engagements. Il a été convenu de la **mise en place, par un texte réglementaire, d'une commission spécifique chargée de conduire un audit exhaustif de la dette publique**. Cette démarche vise à reconstituer le niveau réel des engagements de l'État, conformément aux prescriptions du Manuel de statistiques des finances publiques et au cadre normatif de la CEMAC.

La non-réalisation effective de certains projets, le non-reversement de certaines facilités dans les comptes du Trésor, ainsi que les manquements aux contrats et aux règles budgétaires en matière de prise en compte de la dette constatée notamment sur la période 2016-2023, motivent particulièrement l'audit exhaustif et approfondi de toute la dette publique par une **commission spécifique dirigée par les organes habilités que sont l'Inspection Générale et la Direction Générale du Contrôle budgétaire et Financier, sous la coordination du Ministre de l'Économie et des Finances, avec l'appui et en concertation avec le Fonds Monétaire International**.

Au terme de cet audit, **qui sera conduit sur une période de deux (2) à trois (3) mois**, deux types de conclusions seront établis : **les engagements remplissant les critères seront systématiquement pris dans la dette publique, tandis que ceux ne répondant pas aux principes de la gestion rigoureuse des finances publiques en la matière feront l'objet d'un traitement approprié, en fonction de l'état de la documentation y relative et de la réalité des engagements**. Lors des rencontres, ces sujets et les démarches abordées, ont été soutenus par le **Directeur Général adjoint du FMI et la Cheffe de mission**.

Avec la **Banque Mondiale**, la République gabonaise a procédé à la signature le Jeudi 16 Avril 2026, d'un **nouveau programme d'un montant de USD 150 millions de dollars**, portant sur les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'électricité. Ce programme a été approuvé par le conseil d'administration de la Banque Mondiale, le 5 février 2026. Les discussions ont par ailleurs, permis de réaffirmer la **qualité du partenariat avec l'institution, et souhaité une intensification du partenariat et à un**



accroissement du soutien déjà très appréciable de la Banque Mondiale, au programme de croissance et développement économique & social du Gabon.

Le Gouvernement réaffirme son attachement à un Gabon fondé sur la rigueur budgétaire, la transparence, le renforcement des relations avec les partenaires techniques et financiers, et la mise en œuvre d'un programme de développement économique & social axé sur l'amélioration du bien-être des populations Gabonaises. Les travaux engagés, dans le cadre de cette démarche à la fois structurante et volontariste, permettront de poursuivre les actions entreprises pour l'amélioration de la gestion des finances publiques et de poser des bases solides pour le renforcement des programmes avec la Banque Mondiale dans les secteurs majeurs et clés de l'Economie.

Fait à Libreville., le 29 avril 2026

FIN